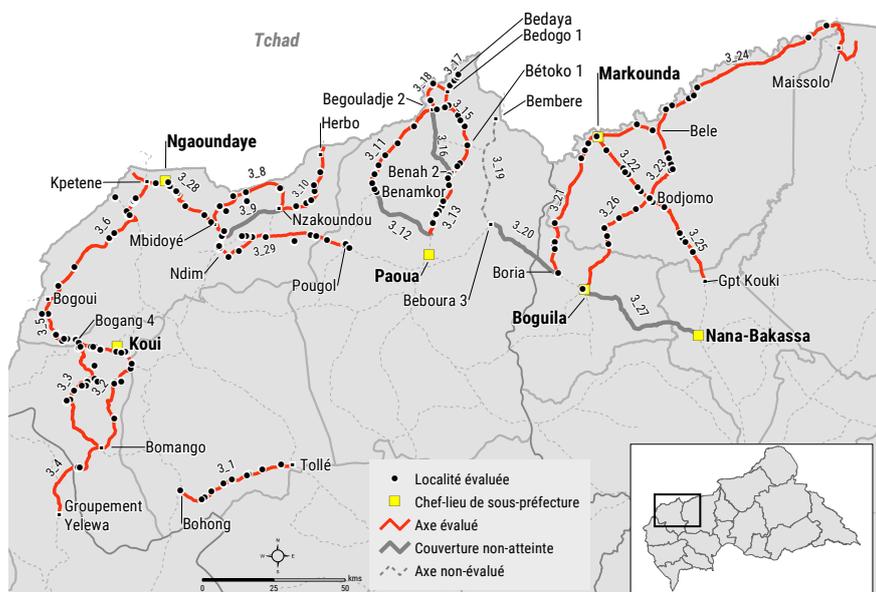


Suivi de la situation humanitaire des zones difficiles d'accès

Décembre 2022
République centrafricaine | Nord-ouest

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

Axes évalués au cours de la collecte de données :



Comment lire ce document ?

Ce document présente une analyse des principales données quantitatives collectées auprès d'informateurs clés (IC), concernant la situation humanitaire dans les localités situées à proximité de 21 axes dans la macro-zone Nord-ouest durant le mois de décembre 2022. Les résultats sont présentés en termes de pourcentages des localités évaluées et doivent être considérés comme indicatifs de la situation humanitaire des localités à proximité des axes évalués. La période de rappel pour les résultats est 30 jours avant la collecte, sauf indication contraire.

Couverture

Nombre total d'entretiens :	412
Localités évaluées :	189
Axes évalués :	26
Axes avec seuils min. atteints ¹ :	21

Type d'IC

Résidents dans la localité :	87,1%
Visiteurs récents dans la localité :	12,4%
Contact indirect avec la localité :	0,5%

DONNÉES CLÉS

(en % de localités évaluées, rapportée par les informateurs clés)

- 45% où la présence de personnes déplacées internes (PDI) a été rapportée
- 34% où au moins un habitant a subi un incident sécuritaire
- 77% où la majorité d'enfants a accès à une école fonctionnelle
- 18% où la majorité des PDI habite dans des abris inadéquats
- 96% où des enfants de moins de 5 ans présentent des symptômes de malnutrition
- 37% où la majorité des ménages a un revenu mensuel inférieur à 10 000 XAF
- 29% où la majorité de la population utilise une source d'eau non-protégée et / ou non-améliorée comme source principale d'eau potable
- 32% où une assistance humanitaire a été reçue au cours des 12 derniers mois

CONTEXTE

Depuis le coup d'état en 2013,² la République centrafricaine a été confrontée aux crises variées, notamment les cycles d'insécurité et des aléas naturels, spécifiquement les inondations et la sécheresse. Ces cycles ont réduit l'accès de la population aux services de base, entraînant un besoin pour l'assistance humanitaire. Cependant, ces cycles ont aussi créé des zones difficiles d'accès où la capacité des humanitaires d'apporter cette assistance est limitée. Dans ce contexte, REACH mène un suivi régulier de ces zones pour comprendre les besoins multisectoriels.

Dans la zone nord-ouest, la présence humanitaire est limitée par la présence d'engins explosifs, qui rend difficile le déplacement sur les axes.³ De plus, l'arrivée des éleveurs transhumants a créé le conflit avec les agriculteurs, surtout dans les préfectures d'Ouham et de Nana Gribizi.⁴ Les inondations ont aussi touché la région, notamment dans les préfectures de Ouham, de Ouham Pendé et de Nana-Gribizi.⁵ Tous ces facteurs réduisent la capacité de fournir une assistance à la population, la rendant plus vulnérable aux chocs impactant la disponibilité des services de base, comme la nourriture, l'eau et la santé.

APERÇU DE L'ÉVALUATION

Le but de cette évaluation est de collecter, d'analyser et de partager régulièrement des informations actualisées sur les besoins multisectoriels dans des zones : i) inaccessibles, ii) difficiles d'accès, iii) où l'information humanitaire est insuffisante et iv) où les besoins sont les plus élevés. Depuis octobre 2020, les résultats sont partagés à l'échelle des quatre macro-zones ciblées : nord-est, nord-ouest, sud-est1 et sud-est2.⁶

MÉTHODOLOGIE :

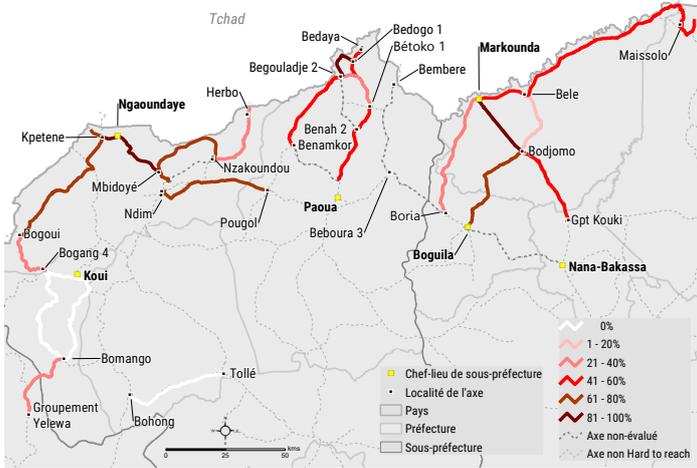
La méthodologie utilisée pour la collection des données est zone de connaissance. Elle consiste des entretiens avec des informateurs clés, comme les récemment déplacés et les humanitaires, qui ont une connaissance profonde et récente sur les localités renseignées. Pour plus d'information, merci de voir [la méthodologie sur page 7](#).



DYNAMIQUES DES MOUVEMENTS DE POPULATION

L'insécurité, notamment les conflits armés et l'arrivée des groupes d'éleveurs transhumants, semble être un facteur principal qui cause le déplacement des PDI. Malgré cela, la période de déplacement semble être relativement courte, rapportée d'être entre 3 et 5 mois pour 41% de localités évaluées, suggérant que l'insécurité se produit sporadiquement dans la zone. Malgré l'insécurité indiquée, la présence de retournés et de rapatriés a été rapportée dans presque toutes les localités évaluées (94%). Cela pourrait s'expliquer par le fait que les forces nationales ont repris certaines villes, qui étaient sous le contrôle des groupes armés, dans la zone.⁷

Présence rapportée de PDI : (en % de localités évaluées)



Parmi les **86** localités sur les axes évalués où la présence de PDI a été rapportée, la durée moyenne de déplacement des PDI hors de leur localité d'origine a été rapportée d'être **entre 3 et 5 mois** pour **41%** des localités évaluées et comprise **entre 5 et 12 mois** pour **22%**.

Dans **17%** de localités où la coexistence d'une population hôte et d'une population déplacée (PDI, retournés, rapatriés) a été rapportée (**180** localités), cette population déplacée représentait **plus de la moitié de la population totale**, par rapport à la population hôte.

Occurrence d'un choc rapporté comme ayant entraîné un large déplacement de population :



Pour les **46** localités évaluées où un tel choc a été rapporté, les raisons les plus fréquemment rapportées étaient l'**arrivée de groupes d'éleveurs transhumants (24%)** et les **conflits armés (17%)**.

Raison principale du déplacement des PDI : (en % de localités évaluées ; 145 localités concernées ; les 2 réponses les plus fréquentes)



Présence rapportée de personnes retournées et / ou rapatriées : (en % de localités évaluées)



Dans le **68%** de localités où les retournés et / ou rapatriés n'ont pas pu retrouver leur habitation d'origine, la raison principale rapportée était la **destruction de ces habitations (97%** de localités évaluées).

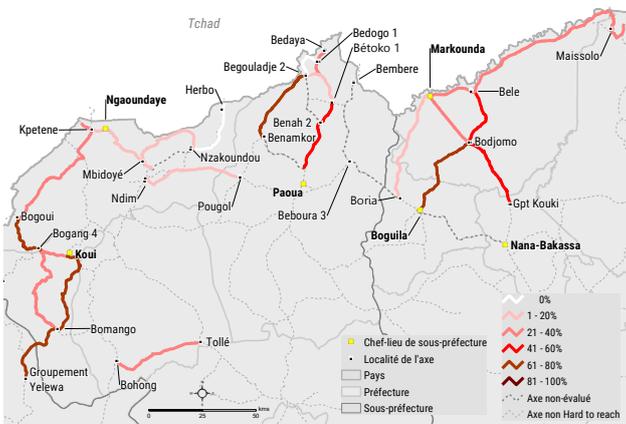
Raison principale de retour de la population retournée et / ou rapatriée : (en % de localités évaluées ; 106 localités concernées ; les 2 réponses les plus fréquentes)



PROTECTION

Les incidents sécuritaires dans la zone semblent être plus concentrés aux axes autour de Koui, Bodjomo et Benamkor. Cela pourrait expliquer le chiffre bas de localités (36%), où il a été rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité. De plus le nombre limité de localités rapportant des incidents sécuritaires pourrait contribuer aux bonnes relations entre la communauté locale et la communauté déplacée, rapportées dans la majorité de localités évaluées (77%).

% de localités évaluées où au moins un habitant aurait subi un incident sécuritaire : (selon les IC)

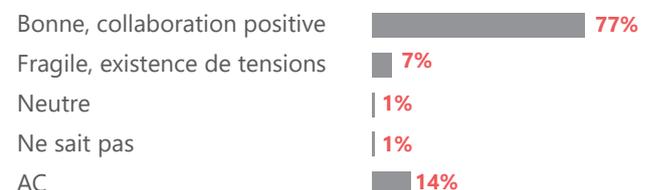


Type de risque le plus fréquemment rapporté : (en % de localités évaluées)

	Risque le plus rapporté	
Hommes	Criminalité (agressions, vols, etc.)	22%
Femmes	Absence de soins	39%
Garçons	Exactions de groupes armés	9%
Filles	Mariage forcé	33%

Dans **36%** de localités évaluées, il a été rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité.

Relation entre la communauté locale et la communauté déplacée (PDI, retournés, rapatriés)⁹ : (selon les IC ; en % de localités évaluées)



Cas rapportés d'incidents impliquant la mort des civils et les dommages aux habitations : (en % de localités évaluées)

Incidents impliquant la mort de civils



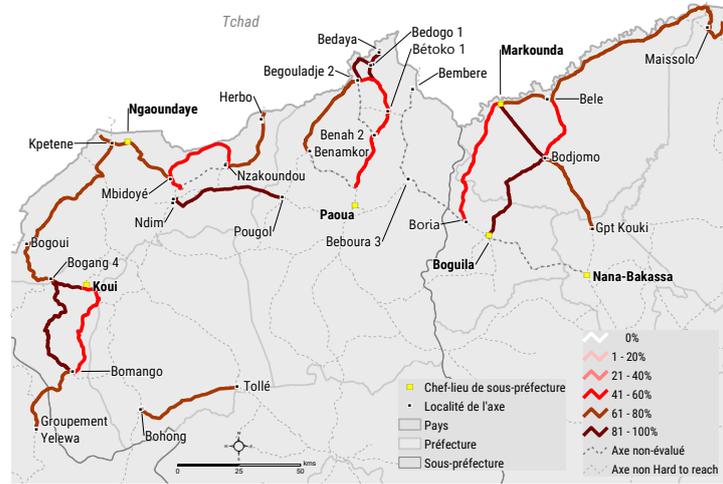
Incidents causant des dommages aux maisons (pillages, incendies etc.)



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les chocs affectant le revenu, rapportés dans la majorité de localités évaluées (61%), et les difficultés rapportées dans la pratique de l'agriculture, la source principale rapportée de revenus, réduisent les moyens physiques et économiques disponibles aux ménages pour accéder à suffisamment de nourriture. Le choc le plus rapporté était l'inondation, qui pourrait empêcher les marchés de s'approvisionner et la population de se déplacer pour obtenir de la nourriture à cause de la dégradation des routes. La principale difficulté rapportée pour pratiquer l'agriculture était la culture détruite par le bétail, probablement lié à la transhumance.¹⁰ Cela indique que des interventions en protection pourraient réduire le risque d'insécurité alimentaire dans la zone.

% de localités évaluées où plus de la moitié de la population aurait un accès insuffisant à la nourriture : (selon les IC)

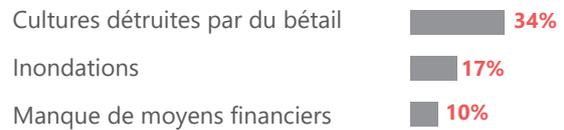


Occurrence d'un choc rapporté comme ayant impacté significativement le revenu de la majorité de la population : (en % de localités évaluées)



Pour les localités évaluées où un tel choc a été rapporté, les raisons les plus fréquemment rapportées étaient les **inondations (22%)**, la **hausse des prix des denrées alimentaires (11%)** et les **cultures détruites par du bétail ou des animaux sauvages (10%)**.

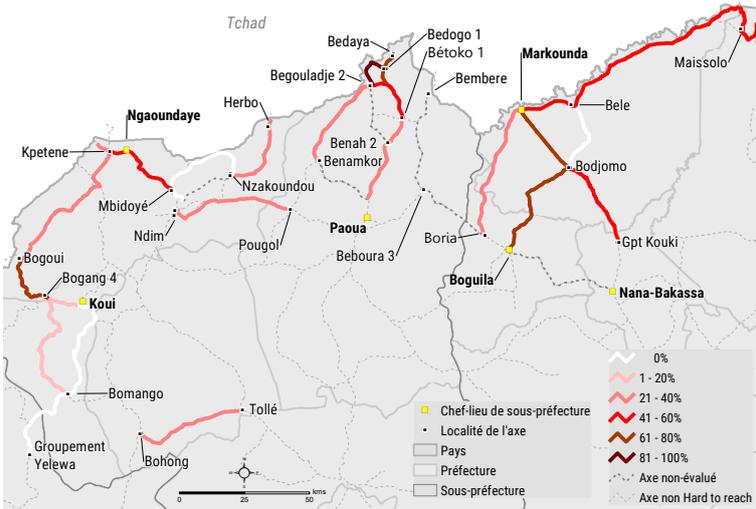
Principales difficultés pour pratiquer l'agriculture pour la majorité de la population : (selon les IC ; en % de localités évaluées ; les 3 réponses les plus fréquentes)



MOYENS DE SUBSISTANCE

Bien que les marchés paraissent d'être plus ou moins accessibles dans la zone, la population n'aurait pas toujours les moyens pour acheter leurs besoins de base sur les marchés. La présence d'une majorité de ménages, qui ont un revenu moyen estimé d'être inférieur à 10 000 XAF, a été rapportée dans la plupart d'axes évalués, surtout sur les axes autour de Markounda, Bodjomo, Bogouli et Ngaoundaye. Les difficultés rapportées ci-dessus pour pratiquer l'agriculture réduisent aussi les moyens pour accéder aux marchés. Par conséquent, il semble qu'au moins quelques ménages ont adopté une stratégie de faire travailler les enfants pour augmenter leur revenu, indiquant que ces ménages pourraient bénéficier d'un appui en termes de moyens de subsistance.

% de localités évaluées où le revenu moyen estimé de la majorité des ménages serait inférieur à 10 000 XAF¹¹ : (selon les IC ; en % de localités évaluées)



Des difficultés d'ordre logistique et / ou sécuritaire pour accéder au marché fonctionnel le plus proche ont été rapportées dans **39%** des cas.

Principales sources de revenu des ménages : (selon les IC ; en % de localités évaluées)

	1ère	2ème	3ème
Agriculture / maraîchage	97%	2%	0%
Pêche / chasse / cueillette	0%	34%	18%
Petit commerce	1%	24%	16%
Élevage	0%	10%	16%
Aucun consensus	1%	11%	12%

Parmi les **82%** de localités évaluées dans lesquelles il a été rapporté que des habitants possédaient du **bétail**, il s'agissait de **petit bétail** (caprins, porcins, volailles etc.) dans **92%** de cas.

Proportion de ménages dont les enfants participent aux activités génératrices de revenu : (selon les IC ; en % de localités évaluées)



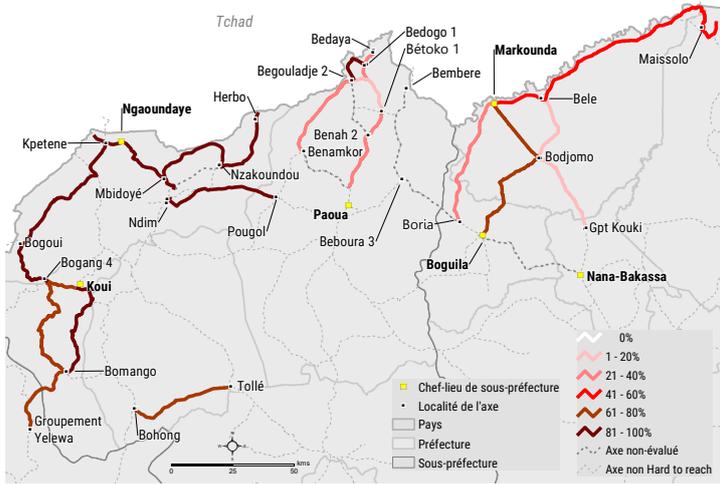
Accès à un marché fonctionnel pour la majorité de la population : (selon les IC ; en % de localités évaluées)



NUTRITION

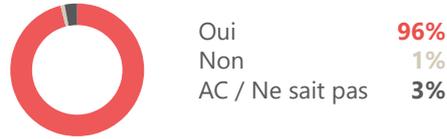
Les résultats indiquent que la population est à risque de malnutrition. La présence d'au moins une personne de plus de 5 ans qui présente des symptômes de malnutrition a été rapportée sur tous les axes évalués, surtout les axes situés vers la frontière avec le Cameroun. Similairement, il y a au moins un enfant de moins de 5 ans qui souffre des symptômes de malnutrition dans presque toutes les localités évaluées (96%), selon les informateurs clés. Le faible accès rapporté aux services de nutrition fonctionnels, qui pourraient traiter ces symptômes, ne permet pas à la population de se récupérer. Cela suggère que la nutrition semblerait être un des secteurs prioritaires où une aide pourrait être apportée pour réduire le risque de maladies associées avec la malnutrition.

% de localités où au moins une personne de plus de 5 ans présenterait des symptômes de malnutrition¹² : (selon les IC)

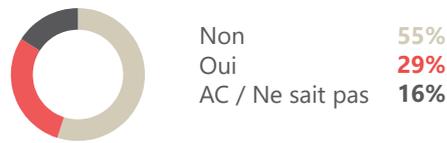


Présence rapportée d'au moins un enfant de moins de 5 ans présentant des symptômes de malnutrition¹² :

(en % de localités évaluées)



Accès rapporté à des services de nutrition fonctionnels pour la majorité de la population : (en % de localités évaluées)

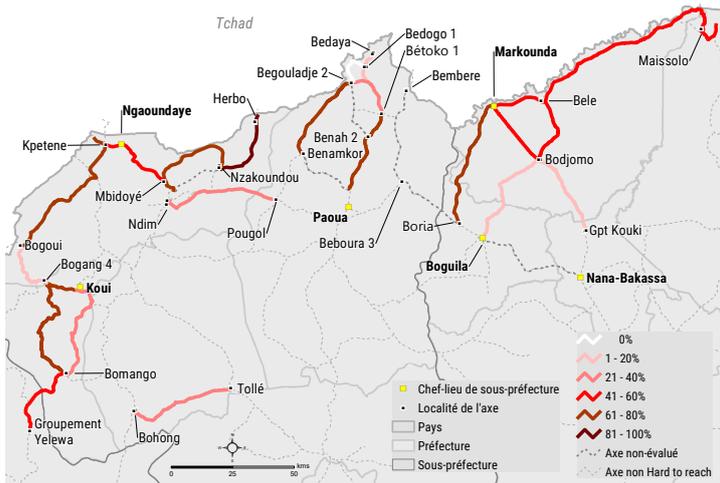


SANTÉ

Bien que les installations sanitaires semblent être accessibles dans presque la moitié de localités évaluées (49%), des barrières pour la population de se soigner ont été rapportées. Les barrières les plus rapportées sont le coût des soins et l'indisponibilité des médicaments. De plus, il y avait plusieurs axes où la distance aux services de santé a été rapportée comme problème. En outre, les problèmes de santé les plus rapportés étaient le paludisme et la fièvre. Ces résultats signalent que des interventions pour mieux approvisionner les formations sanitaires, surtout avec des médicaments pour le paludisme, pourraient améliorer la santé de la population.

% de localités où la distance aux services de santé serait plus d'une heure pour la majorité de la population :

(selon les IC)



Principaux problèmes de santé rapportés :

(en % de localités évaluées)

	Enfants < 5 ans	Plus de 5 ans
Paludisme / fièvre	26%	47%
Diarrhée	21%	13%
Malnutrition	7%	Réponse non-proposée
Infection respiratoire / toux	4%	10%
Aucun consensus	32%	25%

Principales difficultés rapportées pour bénéficier d'une prise en charge de services de santé pour la majorité de la population :

(en % de localités évaluées ; les 4 réponses les plus fréquentes)



Pour 42% de localités évaluées, le type de structure sanitaire dans laquelle la majorité de la population est allée se faire soigner était un « poste de santé » et dans 35% des cas un « centre de santé ».

Présence d'un centre de santé à moins d'une heure de marche ou de transport le plus commun :

(en % de localités évaluées)



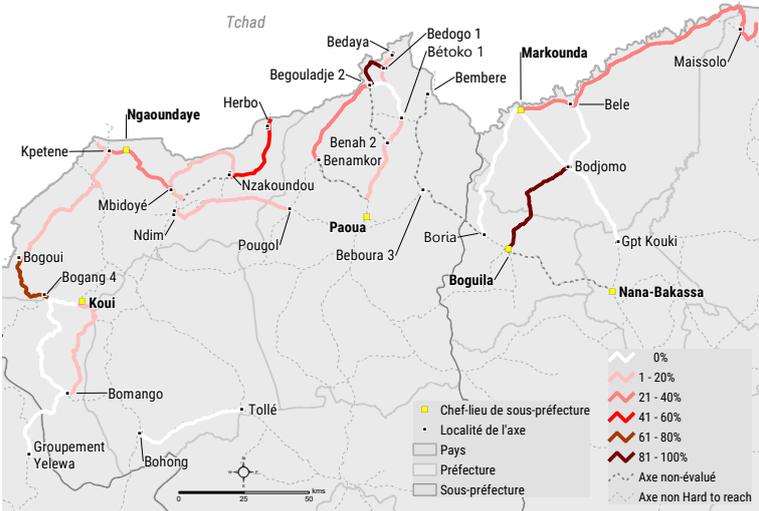


Les deux types d'abris les plus rapportés pour les déplacés (PDI, retournés et rapatriés) étaient les habitats à long terme en paille et les abris d'urgence en paille. Les PDI en site vivent plutôt dans les abris d'urgence.¹³ La présence des déplacés qui vivent dans les abris inadéquats semble être plutôt concentrée sur les axes entre Bodjomo et Boguila tant que entre Bogouï et Bogang 4. Donc, une assistance apportée en termes de construction des abris ciblant ces deux axes pourrait améliorer les conditions de vie des déplacés.

% de localités où la majorité de la population déplacée (PDI, retournés, rapatriés) vivrait dans des abris inadéquats (bâtiments collectifs, abris d'urgence, tentes, sans abris)⁹ : (selon les IC)

Type d'abris habité par la majorité des groupes de population :

(selon les IC ; en % de localités évaluées ; les 5 réponses les plus fréquentes)



	Population locale	Population déplacée ⁹
Habitat à long terme en paille	41%	57%
Maison en semi-dur	34%	3%
Abris d'urgence en paille	8%	14%
Tente	0%	3%
Aucun consensus	16%	23%

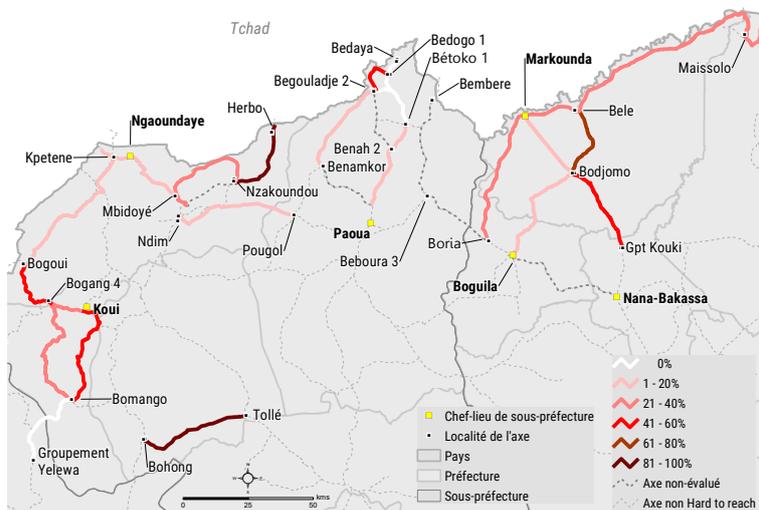
EAU, HYGIÈNE, ASSAINISSEMENT (EHA)

Les résultats indiquent qu'il y a des besoins prioritaires concernant la disponibilité d'eau potable et des installations hygiéniques. Les barrières d'accès à l'eau les plus rapportées sont le manque de points suffisants d'eau et la mauvaise qualité d'eau, exposant la population aux maladies d'origine hydrique, comme le typhoïde. La pratique de la défécation à l'air libre par la majorité de la population, rapportée dans la majorité de localités évaluées (78%), aussi expose la population aux maladies hydriques car elle pourrait contaminer les sources d'eau davantage. Étant donné ces résultats, des interventions visant la construction des points d'eau et des installations hygiéniques pourraient bénéficier la population.

% de localités évaluées où la source principale d'eau potable de la majorité de la population serait une source non protégée et/ou non améliorée¹⁴ : (selon les IC)

Principales difficultés rapportées pour accéder aux ressources d'eau pour la majorité de la population :

(en % de localités évaluées ; les 3 réponses les plus fréquentes)



Sources insuffisantes et / ou attente trop longue	44%
Mauvaise qualité de l'eau	29%
AC	18%

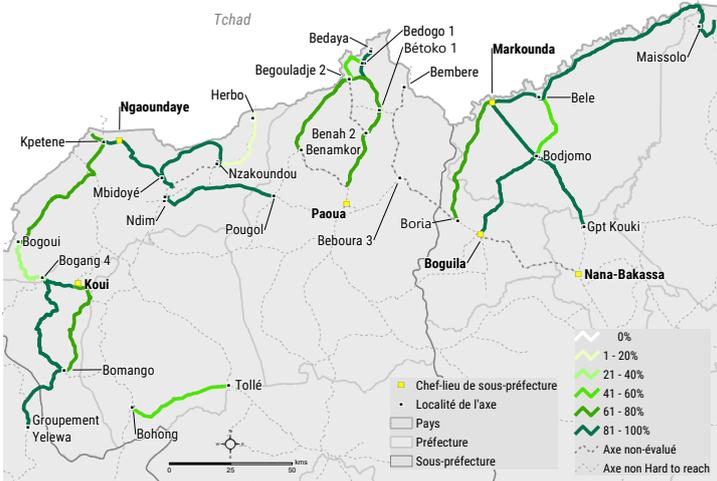
Pratique rapportée de la défécation à l'air libre par la majorité de la population : (en % de localités évaluées)



ÉDUCATION

Les garçons et les filles semblent fréquenter l'école au même taux. Selon les informateurs clés, plus de la moitié des garçons fréquentent l'école dans 48% de localités évaluées et plus de la moitié des filles fréquentent l'école dans 42% de localités évaluées. Les deux aussi font face aux barrières similaires d'accéder à une éducation de qualité, comme le manque d'enseignants qualifiés et de mobilier scolaire. Ces barrières mettent à risque leur capacité de contribuer au développement de la société où ils sont nés, soulignant un besoin potentiel dans le secteur de l'éducation dans cette zone.

% de localités évaluées où la majorité de la population a accès à des services d'éducation fonctionnels : (selon les IC)



Fréquentation régulière (au moins 4 jours par semaine) d'une école formelle¹⁵ par les enfants entre les âges de 5 à 12 ans : (% de localités évaluées où une école fonctionnelle a été rapportée comme accessible ; 146 localités concernées)

	Garçons	Filles
Aucun	0%	1%
Très peu (< 25%)	6%	5%
Moins de la moitié (entre 25% et 50%)	14%	18%
Plus de la moitié (entre 50% et 75%)	26%	30%
Une large majorité (> 75%)	22%	12%
Totalité	5%	4%
AC	27%	30%

Principale difficulté rapportée pour les enfants d'accéder à une éducation formelle¹⁵ et régulière :

(% de localités évaluées où une école fonctionnelle a été rapportée comme accessible ; 146 localités concernées ; les 5 réponses les plus fréquentes)

	Garçons	Filles
Manque de personnel et d'enseignants qualifiés	19%	12%
Manque de mobilier scolaire et d'infrastructures	17%	14%
Écoles fonctionnelles trop éloignées	12%	6%
Frais scolaires trop chers	9%	7%
AC	26%	36%

REDEVABILITÉ, COMMUNICATION

Pour la majorité de 61 localités, qui ont été rapportées de recevoir une aide dans les 12 derniers mois avant la collecte, l'aide semblerait de ne pas être suffisante en termes de quantité. De plus, d'après les informateurs clés, la plupart des localités évaluées (57%) n'ont pas reçu une aide humanitaire pendant cette période, partiellement à cause des inondations et l'insécurité dans la région.¹⁶ Ces facteurs réduisent la capacité des humanitaires de renforcer la faible disponibilité des services de base, comme l'eau et la nourriture. Par conséquent, la population est moins capable de faire face aux chocs.

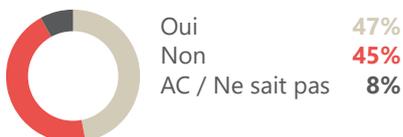
Assistance humanitaire reçue et rapportée au cours des 12 derniers mois : (en % de localités évaluées ; au cours des 12 mois précédant la collecte de données)



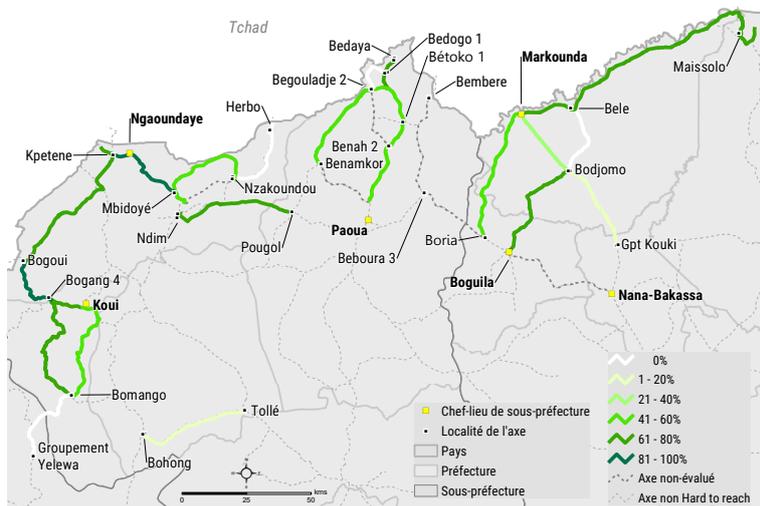
Parmi les 61 localités où une aide humanitaire a été rapportée au cours des 12 derniers mois, cette aide a été rapportée comme insuffisante en termes de quantité pour 40% de ces localités et insuffisante en termes de qualité et de quantité pour 25% de ces localités.

Accès rapporté à une radio et / ou à des émissions radiophoniques pour la majorité de la population :

(en % de localités évaluées)



Couverture (en continu ou par intermittence) par un réseau téléphonique : (selon les IC ; en % de localités évaluées)



MÉTHODOLOGIE

La méthodologie utilisée (Zone de connaissance / Area of Knowledge) a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager régulièrement des informations actualisées concernant la majorité de la population vivant dans des zones i) inaccessibles, ii) difficiles d'accès, iii) où l'information humanitaire est insuffisante et iv) où les besoins sont les plus élevés.

En particulier, cette méthodologie vise à collecter des données relatives aux dynamiques du déplacement des populations, aux besoins humanitaires et à l'accès aux services de base.

Les données ont été collectées directement par les équipes REACH à travers d'entretiens, sur la base d'un questionnaire multisectoriel, auprès d'IC identifiés en fonction de leurs connaissances récentes (datant de moins d'un mois) et détaillées des localités évaluées.¹⁷

Lors de l'analyse des données, les informations sur les localités ciblées sont collectées, agrégées, puis analysées à l'échelle des axes représentés sur les différentes cartes de ce document. Ces données sont rapportées par axe sur toutes les cartes, tandis que leur moyen arithmétique à l'échelle de la macro-zone est représenté dans les différents tableaux et graphiques.

L'agrégation par localité de plusieurs données a été réalisée selon des critères de pondération préétablis.¹⁸ Des seuils minimaux (en pourcentage) de localités à évaluer pour chaque axe ont été établis, sur la base du nombre total de localités connues situées le long de l'axe.¹⁹ Les axes pour lesquels les seuils minimaux préétablis n'ont pas été atteints n'ont pas été intégrés dans l'analyse et sont indiqués sur les cartes comme "couverture non-atteinte".

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

Code axe	Nom de l'axe ²⁰	# localités sur l'axe	# localités évaluées	% localités évaluées	Couverture atteinte ? ¹⁹
3_1	Bohong - Tolle	12	0	0%	Non
3_2	Koui - Bomango (via Mbitanga et Dock)	33	16	48%	Oui
3_3	Koui - Bomango (via Jean-Basse et Sangoldoro)	29	19	66%	Oui
3_4	Bomango - Groupement Yelewa (Bouar)	30	3	10%	Oui
3_5	Bogang 4 - Bogoui	18	1	6%	Non
3_6	Bogoui - Mbere (via Bang)	47	21	45%	Oui
3_8	Usine Ndim - Nzakoundou (via Kollo)	22	16	73%	Oui
3_9	Usine Ndim - Nzakoundou	6	4	67%	Oui
3_10	Nzakoundou - Herbo	15	8	53%	Oui
3_11	Begouladje 2 - Benamkor	19	8	42%	Oui
3_12	Benamkor - Bah-Bessar	10	5	50%	Oui
3_13	Bah-Bessar - Betoko 1	32	22	69%	Oui
3_15	Betoko 1 - Begouladje 2	12	7	58%	Oui
3_16	Benah 2 - Begouladje 2 (via Bedoua 1)	9	9	100%	Oui
3_17	Bendou-Moundou - Bedaya	9	3	33%	Oui
3_18	Begouladje 2 - Bedogo 1 (via Bedogo 2)	2	2	100%	Oui
3_19	Beboura 3 - Bembere	37	19	51%	Oui
3_20	Beboura 3 - Boria	31	12	39%	Oui
3_21	Boria - Markounda	13	10	77%	Oui
3_22	Markounda - Bodjomo	9	7	78%	Oui
3_23	Bodjomo - Bele	7	2	29%	Non
3_24	Markounda - Maissolo (Batangafo)	39	6	15%	Oui
3_25	Bodjomo - Groupement Kouki	16	2	13%	Non
3_26	Bodjomo - Boguila	23	10	43%	Oui
3_27	Boguila 1 - Nana Bakassa	31	8	26%	Oui
3_28	Mbidoye - Kpetene (via Ngaoundaye)	29	19	66%	Oui
3_29	Ndim - Pougol (via Mboum Yeme et Kowone)	28	21	75%	Oui

À PROPOS DE REACH

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information qui renforcent la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie des données, et toutes ses activités sont menées au travers des mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe de IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR-UNOSAT).

NOTES DE FIN

1. Les seuils de couverture a été prédéfinis de la manière suivante : De 1 à 6 localités le long de l'axe : 50% de localités à évaluer ; de 7 à 10 localités : 33% ; de 11 à 20 localités : 20% ; 21 localités et plus : 10%.
2. [International Crisis Group, Réduire les tensions électorales en République centrafricaine \(10 décembre 2020\).](#)
3. [OCHA, République centrafricaine : Rapport de situation, pp. 36-37 \(17 janvier 2023\).](#)
4. [Organisation Internationale pour les Migrations \(OIM\), République centrafricaine : Matrice de Suivi des Déplacements Décembre 2022, p. 10 \(February 27, 2023\).](#)
5. Ibid. at 10.
6. Veuillez vous référer aux [Termes de référence](#) pour les détails de la méthodologie et des axes et des macro-zones ciblés par le projet.
7. OIM, République centrafricaine : Matrice de Suivi des Déplacements Décembre 2022, p. 7.
8. Dans les cas où les IC donnent des réponses divergentes sur une même localité, et où les critères d'agrégation des données ne suffisent pas pour déterminer une réponse unique, la mention "Aucun consensus" est utilisée.
9. Pourcentages calculés sur le total des localités où la présence d'une population déplacée (PDI, retournés, rapatriés) a été rapportée.
10. OIM, République centrafricaine : Matrice de Suivi des Déplacements Décembre 2022, p. 10.
11. 1 EUR = 656 XAF, 1 USD = 616 XAF (Source: InforEuro. Date : janvier 2023).
12. Ces résultats dérivent exclusivement de la perception des IC, et non de diagnostics médicaux, et doivent donc être interprétés avec précaution.
13. OIM, République centrafricaine : Matrice de Suivi des Déplacements Décembre 2022, p. 13.
14. Source non-protégée et / ou non-améliorée : eaux de surface (eau de rivière, de pluie, de lac, etc.), source d'eau non-aménagée et puits non-protégé (Source : [Programme commun de l'Organisation mondiale de la santé \(OMS\) et du Fonds des Nations unies pour l'enfance \(UNICEF\) de surveillance de l'approvisionnement en EHA \(JMP\)](#)).
15. « L'enseignement formel est un enseignement institutionnalisé, volontaire et planifié au travers d'organismes publics et d'entités privées reconnues qui ensemble constituent le système éducatif formel d'un pays. Les programmes d'enseignement formel sont donc reconnus en tant que tels par les autorités nationales compétentes pour l'éducation ou des autorités équivalentes, c'est-à-dire toute autre institution en coopération avec les autorités nationales ou infranationales compétentes pour l'éducation. » (Source : [Institut de statistique de l'UNESCO. Classification internationale type de l'éducation, CITE, 2011](#)).
16. OIM, République centrafricaine : Matrice de Suivi des Déplacements Décembre 2022, p. 10.
17. Les IC ont été identifiés parmi les résidents de la localité, si joignables par téléphone ; les personnes déplacées originaires de la localité ; les commerçants / voyageurs / conducteurs ayant l'habitude de se rendre régulièrement dans la localité ; les résidents de la localité se trouvant temporairement dans une localité accessible / joignable par téléphone ; les travailleurs des organisations non-gouvernementales (ONG) ou des privés travaillant pour des ONG.
18. Critères basés sur la fréquence des réponses ; le type d'IC ; la priorisation des informations / réponses considérées comme particulièrement pertinentes, bien que moins fréquentes. Dans les cas où ces critères ne suffisent pas pour l'agrégation, la réponse est rapportée comme "Aucun consensus" ou "AC".
19. Nombre total de localités sur les axes selon la base de données du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, disponible sur Humanitarian Data Exchange (HDX) et la vérification in situ des chargés de terrain REACH. De 1 à 6 localités le long de l'axe : 50% de localités à évaluer ; de 7 à 10 localités : 33% ; de 11 à 20 localités : 20% ; 21 localités et plus : 10%.
20. Les localités indiquées en rouge ne sont pas intégrées et analysées sur l'axe concerné, ces localités n'étant pas considérées comme difficiles d'accès ou étant prises en compte dans l'analyse d'un autre axe. Veuillez vous référer aux [Termes de référence](#) pour les détails des axes et des macro-zones ciblés par le projet.